

Actualité Société

Des profs remplaçants en quelques clics

ÉCOLE Une application de gestion des absences a été testée dans deux départements. Elle va être déployée dans 14 autres

La question du remplacement des professeurs absents n'a jamais été autant d'actualité. Andjaro, une application visant à faciliter la mise en relation entre les besoins en remplaçants et les enseignants disponibles, vient d'être testée dans le premier degré. Avec succès selon le DRH de la Rue de Grenelle : « L'expérimentation est en cours de déploiement dans 16 départements* ».

De quoi s'agit-il ? « Andjaro permet de trouver des remplaçants en urgence à l'intérieur même d'une organisation », résume Quentin

Guilluy, son PDG. L'application, créée en 2015, est aujourd'hui utilisée par des entreprises comme Sodexo, Engie ou Elior. « J'ai pris contact avec l'Éducation nationale à la suite d'une conversation avec ma sœur, qui a été remplaçante », explique le fondateur de la start-up.

En mai 2021, le ministère lance une expérimentation dans le Lot et la Somme. Tous les matins, les secrétaires de circonscription (l'unité géographique de base pour le système éducatif) n'ont qu'à ouvrir l'application et à préciser chaque besoin de remplacement – dates, école, niveau, motif de l'absence. Le logiciel affiche la liste des enseignants pouvant « matcher », classés selon leur circonscription et leur proximité géographique.

Bilan : « Là où on remplaçait 77 % des absents en 2019-2020, on est à plus de 90 % ! », se félicite le ministère. Les forces disponibles à un instant T sont visibles d'un seul coup d'œil. Les indicateurs Andjaro confirment : de septembre à novembre, le « taux de couverture » dépasse 95 % dans le Lot et 98 % dans la Somme !

98%

des enseignants de la Somme absents entre septembre et novembre ont pu être remplacés

« Cet outil améliore le pilotage mais aussi, et surtout, les conditions de travail de ceux qui gèrent ou assurent les remplacements », assure Karine Avril, qui suit l'expérimentation au sein de l'académie de Toulouse. Dans le Lot, les secrétaires de circonscription valident le dossier en moins de trois minutes dans 80 % des cas. Les remplaçants, eux, parcourent désormais 20 kilomètres en moyenne (contre 32 avant). Et reçoivent toutes les informations pratiques par e-mail ou SMS, jusqu'à l'itinéraire pour rejoindre l'école.

Faciliter l'organisation

Des syndicats se méfient malgré tout. « Des enseignants sont réticents à donner leur portable, d'autres pré-

féraient faire plus de trajet pour un remplacement dans une école qu'ils aiment bien », explique le SN Uipp-FSU. Emballé, le ministère envisage, lui, de généraliser ce type d'outil, voire de l'étendre au second degré.

En pleine épidémie, il peut faciliter l'organisation mais, prévient Karine Avril, « ce n'est pas la solution miracle ». La preuve : dans le Lot, en décembre, 99 % des remplaçants étaient occupés, le taux de remplacement plafonnant à 87,3 %. Quand le nombre d'absents explose, il faut, à comme ailleurs, recruter de nouveaux vacataires. ●

MARIE QUENET

* Seine-Maritime, Somme, Val-d'Oise, Moselle, Vosges, Vienne, Deux-Sèvres, Charente et toute l'académie de Toulouse.

Élisabeth Moreno et Agnès Pannier-Runacher

« Les femmes ne demandent pas l'aumône »

INTERVIEW

DIALOGUE Les deux ministres, ex-cadres dirigeantes dans le privé, proposent un programme féministe en 20 mesures en vue de la présidentielle

L'idée a émergé après une discussion à bâtons rompus sur la manière dont elles pouvaient allier leurs forces sur le sujet de la parité femmes-hommes. Élisabeth Moreno et Agnès Pannier-Runacher, ministres déléguées chargées de l'Égalité entre les femmes et les hommes et chargée de l'Industrie, signent *Femmes, ministres et féministes - Notre combat pour l'égalité réelle* (Ed. Point d'orgue, en librairies le 13 janvier). Elles y racontent leur parcours, leur vision du féminisme et dressent le bilan du quinquennat en matière d'égalité.

Deux ministres qui formulent 20 propositions, est-ce une ébauche de programme ou un aveu d'impuissance ?

Agnès Pannier-Runacher Au contraire. On peut être fier du bilan d'Emmanuel Macron ! Doublement du budget, index de l'égalité professionnelle, allongement du congé paternité, service public des pensions alimentaires... Continuons ! Il nous faudra plus de cinq ans. Nos propositions ont vocation à nourrir le débat, à faire avancer la cause des femmes et obligeront les oppositions à sortir de l'immobilisme.

Élisabeth Moreno Penser que tout a été réglé, ce serait manquer d'humilité.

Comment atteindre l'égalité économique et professionnelle ?

A.P.-R. Il faut une action coup de poing sur les métiers féminins, pas assez mis en lumière. Le secteur du nettoyage, par exemple, est occupé à 80 % par des femmes auxquelles on impose des horaires décalés. Qu'est-ce qui justifie que des bureaux soient nettoyés avant 8 heures et après 20 heures ? On les empêche d'avoir une vie normale !

É.M. Les femmes ne demandent pas l'aumône. Mais elles sont en général



Élisabeth Moreno et Agnès Pannier-Runacher, en 2020 à Paris. ÉRIC TSCHAEN/REA

plus pauvres que les hommes, occupent plus souvent des emplois moins payés et moins reconnus, s'arrêtent pour élever les enfants et sont considérées comme des seniors dès 45 ans dans certains secteurs ! Avec une prime à l'embauche des femmes, comme celle qui existe pour l'apprentissage, on les garderait davantage sur le marché de l'emploi.

Pourquoi votre prise de conscience féministe a-t-elle été tardive ?

A.P.-R. J'ai eu la chance de grandir dans un pays considéré comme privilégié en matière de droits des femmes, mes études m'ont permis d'accéder à des opportunités. Je n'ai été confrontée au sexisme que de manière insidieuse et mineure. Beaucoup de femmes dans des postes à responsabilité n'ont comme moi pas conscience d'en être victimes ; voire d'en être l'instrument, par exemple quand, au moment de recruter ou de promouvoir un homme ou une femme, elles ne se

posent pas les mêmes questions. C'est ce biais culturel contre lequel j'ai appris à lutter.

É.M. Ma vie professionnelle a débuté dans des environnements très masculins : le BTP et les nouvelles technologies. J'y ai vu des femmes moins bien payées, moins promues, qui se battaient contre elles-mêmes pour oser s'exprimer en réunion. À l'inverse d'Agnès, je suis née dans un pays ouvertement patriarcal, le Cap-Vert. Mon petit frère pouvait débattre de tout avec mes parents. Moi, l'aînée, je devais demander la parole ! Les femmes dirigeaient la vie au quotidien. Mais dans la rue, elles marchaient derrière les hommes. C'était dans les années 1970, et pourtant en 2021 j'entends encore, en France, des candidats à la présidentielle dire que les femmes ont une intelligence inférieure...

Qui visez-vous ?

É.M. Eric Zemmour dit que, s'il est élu, il reviendra sur les règles de

parité et l'ouverture de la procréation médicalement assistée aux femmes lesbiennes et célibataires.

A.P.-R. Il ne suffit pas d'être une candidate pour défendre les femmes. Valérie Pécresse a manifesté contre

« L'émancipation économique est l'outil central pour faire face aux violences »

Agnès Pannier-Runacher

le mariage pour tous. Sur le congé paternité, elle disait : « Je ne suis pas sûre que beaucoup d'hommes aient envie de changer les couches. »

Marine Le Pen parle d'avortement de confort ! Elles défendent un recul dangereux et ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt des hommes et des conservatismes.

Que proposez-vous pour lutter contre les violences faites aux femmes ?

A.P.-R. D'abord, d'inscrire un principe de non-régression des droits des femmes dans la loi organique. Il ne s'agit pas de discrimination positive. Mais l'égalité ne doit pas être une question de chance, personne ne doit se voir assigner un rôle à sa naissance. Deuxièmement, de faire de l'émancipation des filles par l'éducation l'une des grandes priorités de l'Éducation nationale, notamment en promouvant leur accès aux filières scientifiques et technologiques.

Mais en quoi cela freinera les violences sexuelles et sexistes ?

A.P.-R. La lutte contre ces violences reste un combat de chaque instant. Notre point de vue est d'activer tous les leviers qui permettent de les empêcher, de les réduire, de les sanctionner ou de les réparer. L'émancipation économique constitue l'outil central pour permettre aux femmes de vivre dignement et de faire face aux violences.

É.M. On n'atteindra jamais l'égalité si tous les trois jours un féminicide est commis. Chaque féminicide est un de trop. Le quatrième de l'année, avant-hier à Aubervilliers, et le meurtre de la petite fille de la famille sont tragiques. Avec plus de 50 dispositifs de lutte contre ces violences, les politiques publiques existent, il faut s'assurer qu'elles fonctionnent. Mais les femmes ne sont pas seulement des victimes. Elles contribuent au développement économique et social. Nous voulons les amener vers des métiers qu'elles ne regardent pas, leur ouvrir le champ des possibles. Un métier sur trois créé dans les cinq ans à venir aura une composante numérique ou scientifique ; des secteurs qui n'attirent que 30 % des femmes. C'est une rupture grave d'égalité. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIETTE DEMEY ET SARAH PAILLON

À lire sur lejd.fr L'INTEGRALITÉ DE L'INTERVIEW